

## Lectures croisées pour comprendre une Bolivie en lutte

A propos de : Alvaro Garcia Linera, *Pour une politique de l'égalité*, Les prairies ordinaires, Paris, 2008, 122 p., 12 € ; Hervé Do Alto, Pablo Stephanoni, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche en Bolivie*, Raison d'agir, Paris, 2008, 124 p., 6 € ; Franck Poupeau, *Carnets boliviens 1999-2007. Un goût de poussière*, Aux lieux d'être, Paris, 2008, 216 p., 14,50 € ; Denis Rolland, Joëlle Chassin (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, L'Harmattan, Paris, 2007, 447 p., 44 €.

Mots clés : Bolivie, mouvements sociaux, capitalisme, mobilisation, Amérique du Sud, Autonomie

Vue depuis l'Europe, la Bolivie a longtemps été superbement ignorée ou réduite à l'image exotique des ponchos multicolores des populations andines. Depuis l'élection, en décembre 2005, d'Evo Morales à la présidence de la plus appauvrie des républiques de l'Amérique du Sud, le regard du monde a commencé à changer. Pourtant les clichés ont la peau dure et c'est le mérite de l'ouvrage universitaire *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales* que d'offrir aux lecteurs français une approche plurielle et interdisciplinaire (on regrettera néanmoins son prix trop élevé). Accompagné de nombreuses fiches, cartes et documents, ce livre collectif parcourt plusieurs aspects, quoique de manière assez inégale : politiques et historiques, économiques avec la question essentielle de l'exploitation minière ou des hydrocarbures, de nouveau sous contrôle de l'Etat depuis 2006. Ce travail aborde aussi les problématiques culturelles (la musique, la question identitaire et ethnique dans un pays majoritairement indigène), la dynamique des mouvements sociaux ou les grandes réformes éducatives. Ainsi qu'a pu le noter l'écrivain Eduardo Galeano, si la Bolivie a cessé d'être « invisible », c'est parce qu'une nouvelle dignité, une nouvelle couleur du pouvoir ont été conquises par le peuple bolivien, qu'ils soient paysans cultivateurs de Coca (secteur dont provient Morales), amérindiens de l'altiplano, classes moyennes urbaines ou encore mineurs issus de ce qu'il reste du mouvement ouvrier traditionnel. Comme nous l'expliquent Hervé Do Alto et Pablo Stephanoni dans un texte, court et éclairant, c'est la tentative d'articulation entre le « national-populaire » et les revendications indigènes, entre utopie indianiste et pragmatisme économique, entre luttes sociales et institutionnalisation qui constitue la force du Mouvement au socialisme (MAS), mais aussi qui façonne les contradictions de la gauche au pouvoir (1). Derrière cette volonté proclamée d'en finir avec un héritage colonial toujours présent, d'abolir la domination des multinationales sur les ressources naturelles, de mettre fin à une division de classe et de « race » du pays, il y a l'écho de la « Bolivie insurgée », celui de la guerre de l'eau (2000 et 2004) et du gaz (2003), des résistances collectives qui ont fait reculer les privatisations, chuter des gouvernements corrompus et su imposer un agenda politique alternatif. Si la Bolivie change, les obstacles sont de taille, à commencer par les manœuvres d'une oligarchie blanche, appuyée par Washington, qui continuera à tout faire pour favoriser le sécessionnisme des provinces riches de l'est et saboter la mise en place des aspects les plus progressistes de la nouvelle constitution (dont la réforme agraire). Les « carnets boliviens » du sociologue Franck Poupeau permettent d'aller au cœur d'un travail d'enquête exigeant, et surtout de se plonger dans un quotidien, bien éloigné de la geste héroïque des grands soirs ou d'un

regard misérabiliste convenu. Ce « goût de poussière » qu'il nous fait partager est celui de la ville de El Alto qui domine La Paz, la capitale, avec ses quelques 800 000 habitants, migrants pauvres déracinés, majoritairement aymara ou quechua. Avec en toile de fond les mobilisations pour l'accès à l'eau, on découvre l'envers du décor : les difficultés de subsistance quotidiennes, la vie du quartier « Solidarité » et ses réunions communautaires, les avancées concrètes mais aussi la perpétuation des structures de domination (symboliques et matérielles), au jour le jour. Décrypter le laboratoire bolivien c'est aussi connaître certaines de ses figures intellectuelles : Alvaro Garcia Linera est de ceux-là. A la fois sociologue original, inspiré par Bourdieu, Mariategui ou Toni Negri, militant reconnu et aussi vice-président de la Bolivie, il est parfois présenté comme le penseur organique du gouvernement actuel. Il constitue aux yeux de Morales un relais, au sein des institutions, entre paysans, indigènes et populations urbaines. D'où l'intérêt de cette récente traduction en français d'un de ses essais, *Pour une politique de l'égalité*, où il expose certaines de ces idées clefs : en Bolivie, « la notion d'égalité est fondamentale parce qu'elle brise les chaînes de cinq siècles d'inégalité structurelle ». Ce texte qui date de l'année 2000 tente d'élucider les formes spécifiques des mobilisations sociales dans la république ando-amazonienne. Il met en scène et théorise sur l'articulation (mais aussi les conflits) entre la « forme-syndicat » en crise, la « forme-communauté » venue de la tradition indigène et la « forme multitude », qui permettrait l'association de diverses classes et identités, unies par une volonté d'action commune, quoique provisoire. A n'en point douter, le bouillon de culture que constitue le mouvement social bolivien est marqué par cette diversité créatrice, même si les réflexions de Garcia Linera laissent parfois plusieurs questions en suspens et de sérieux doutes. D'autant que l'on sait que cette analyse fortement « autonomiste » a peu à peu été remplacée par le vice-président défenseur de l'Etat, de sa nécessaire refondation certes, mais aussi de ses nombreux compromis (dont certains dénoncés haut et fort par la Centrale ouvrière bolivienne ou la gauche radicale, comme c'est le cas en ce qui concerne la réforme des pensions de retraites ou les négociations permanentes avec la droite et l'oligarchie autour de la Constitution). Linera n'est-il pas aujourd'hui l'un des défenseurs de la théorie du « capitalisme ando-amazonien » ? On décrypte alors mieux l'importance du défi bolivien, le fait que ce processus de « refondation » de l'Etat et de démocratisation d'une société post-coloniale reste encore très incertain. Mais une chose est sûre : les terres qui ont porté l'insurrection de Tupac Katari (1780), la révolution de 1952 ou la guérilla du Che ne seront jamais plus les mêmes...

Une première version de cette recension a été publiée par la revue Dissidences ([www.dissidences.net](http://www.dissidences.net))

(1) Voir également de Poupeau et Do Alto : « Révolution hors de la révolution », *Le Monde diplomatique*, février 2008.

Franck Gaudichaud.